



Date d'attribution: 2016-10-31
Contrat n° 35035-165058/001/CY
ROP 061-16
POR@PCO-BCP.gc.ca

Bureau du Conseil privé

Collecte continue de données qualitatives concernant les opinions des Canadiens – Huitième ronde de groupes de discussions

SOMMAIRE
OCTOBRE 2017

Ipsos, Affaires publiques
1, rue Nicholas, bureau 1400
Ottawa ON K1N 7B7
Tél: 613.241.5802
Télec: 613.248.7981
www.ipsos.ca

« This report is also available in English »

Déclaration de neutralité politique

J'atteste par les présentes, à titre d'agent principal d'Ipsos, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne comprennent pas de renseignements sur les intentions de vote aux élections, sur les préférences de partis politiques, sur les positions vis-à-vis de l'électorat ou sur l'évaluation du rendement d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge
Président
Ipsos, Affaires publiques

1. Résumé

Contexte et objectifs

Le Bureau du Conseil privé (BCP) est l'organisme central de la fonction publique qui appuie le premier ministre ainsi que le Cabinet et ses structures décisionnelles de façon impartiale. Dirigé par le greffier du Conseil privé, le BCP aide le gouvernement à réaliser sa vision et à donner suite avec rapidité et efficacité aux enjeux avec lesquels le gouvernement et le pays doivent composer.

À titre de conseiller du premier ministre, le BCP offre des conseils et des renseignements objectifs sur les politiques afin de soutenir le premier ministre et le Cabinet ainsi que de l'information sur les priorités des Canadiens. À cette fin, le Secrétariat des communications et de la consultation du BCP aide le Cabinet du premier ministre à coordonner les communications gouvernementales et à établir les grands thèmes et messages de communication du gouvernement, conformément aux priorités du gouvernement établies par le premier ministre, le Cabinet, les comités du Cabinet et le greffier du Conseil privé. Le Secrétariat travaille également avec les secrétariats des politiques du BCP pour conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.

Pour s'acquitter de son mandat, le BCP a exigé un cycle continu de collecte de données qualitatives afin de s'assurer qu'il dispose de représentations à jour des opinions des Canadiens sur les enjeux macro-économiques qui intéressent le gouvernement, comme leurs points de vue sur ce qui devrait être les priorités du gouvernement. De plus, de telles recherches permettent au gouvernement du Canada de mieux comprendre les nouvelles tendances et de mesurer le point de vue des Canadiens sur les enjeux nationaux et les initiatives stratégiques clés.

Grâce à l'utilisation d'un cycle continu de groupes de discussion, le BCP acquiert une solide compréhension des points de vue des Canadiens en ce qui a trait aux enjeux les plus importants auxquels fait face le pays; leur perception de la meilleure façon dont le gouvernement fédéral peut régler ces problèmes; les attentes relatives aux mesures liées aux priorités du gouvernement; et les perspectives sur la façon dont le gouvernement peut communiquer le plus efficacement possible ses efforts pour faire face aux enjeux émergents. Cette recherche aide à éclairer l'élaboration de messages, de produits et de tactiques de diffusion pour répondre aux enjeux prioritaires. De plus, cette recherche permet au gouvernement du Canada d'élaborer et de peaufiner des activités de communication pour répondre aux besoins particuliers des Canadiens au moyen de renseignements à jour faciles à comprendre, en temps opportun et fondés sur les perceptions actuelles des Canadiens dans les domaines requis.

Cette huitième vague de recherches qualitatives visait à recueillir les commentaires des Canadiens sur certains enjeux et domaines stratégiques importants pour le gouvernement du Canada. Les sujets abordés au cours des groupes de discussion différaient d'un endroit à l'autre. Voici quelques exemples de sujets abordés :

- les mesures du gouvernement du Canada (à tous les endroits);
- les relations Canada-États-Unis (à tous les endroits);
- les demandeurs d'asile (à Québec et à Brampton);

- les changements climatiques (à Québec et à Brampton);
- les problèmes locaux (à Nanaimo et à Brampton);
- les politiques touchant les aînés (à Québec seulement);
- le port de Churchill (à Winnipeg seulement);
- les politiques touchant les parents (à Winnipeg seulement);
- les personnes handicapées (à Nanaimo seulement);
- les excuses officielles (à Winnipeg seulement).

Aperçu de la méthode

Cette sixième vague de recherche qualitative comprenait une série de huit groupes de discussion avec des Canadiens âgés de 20 ans et plus, qui s’est déroulée du 15 au 30 août 2017. Toutes les discussions de groupe ont duré environ deux heures et se sont déroulées en soirée, la première séance dans chaque ville a débuté à 17 h 30 et la deuxième à 19 h 30. Ces séances ont eu lieu aux endroits suivants :

- le 15 août – Winnipeg (Manitoba)
- le 17 août – Nanaimo (Colombie-Britannique)
- le 29 août – Québec (Québec)
- le 30 août – Brampton (Ontario)

Au total, 12 participants ont été recrutés pour chaque séance afin de veiller à ce qu’au moins huit à dix participants y assistent. Au total, 73 participants ont participé aux discussions. Tous les participants ont reçu une rétribution de 75 \$ pour avoir assisté aux séances des groupes de discussion. Les groupes devaient être représentatifs de certains sous-groupes de la population canadienne pour chaque emplacement. Les participants de Winnipeg et de Brampton étaient tous des parents d’enfants de moins de 18 ans vivant à la maison. Les participants de Québec étaient tous âgés de 55 ans et plus, car les enjeux touchant les Canadiens âgés ont fait l’objet de discussions plus en profondeur à cet endroit. Enfin, les participants de Nanaimo ont été recrutés de manière à représenter la population locale âgée de 20 ans et plus.

Le questionnaire de sélection a permis de s’assurer que les participants constituaient un échantillon représentatif des sous-groupes sélectionnés dans chaque emplacement, avec une bonne diversité quant au sexe, à l’âge, au niveau de scolarité et au revenu, ainsi que la composition du ménage. D’autres détails d’ordre méthodologique, y compris le questionnaire de recrutement détaillé, se trouvent en annexe du présent rapport.

Cette huitième vague de recherche fait partie d’un projet de recherche qualitative continue qui comprendra un total de 144 groupes de discussion qui se tiendront en plusieurs fois au cours de l’année civile 2017, avec l’option de renouveler le cycle de recherche pour deux autres années. Le montant du contrat pour ce projet de recherche pour l’année civile 2017 est de 916 865,05 \$, TVH comprise.

Principales constatations

Mesures gouvernementales

Au début de chaque discussion de groupe, on a demandé aux participants de décrire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada récemment. Les sujets mentionnés spontanément couvraient de nombreux dossiers :

- les demandeurs d'asile et la sécurité à la frontière (à tous les endroits);
- la légalisation du cannabis (à tous les endroits);
- les relations Canada-États-Unis (à tous les endroits);
- les négociations de l'Accord de libre-échange (ALENA);
- les négociations sur le bois d'œuvre résineux;
- les célébrations du 150^e anniversaire du Canada;
- l'allocation canadienne pour enfants;
- les dépenses d'infrastructure (Winnipeg seulement);
- la réforme fiscale (Winnipeg seulement).

Les relations Canada-États-Unis (à tous les endroits)

Les participants ont reçu une liste de sujets et ont été invités à choisir les trois qu'ils jugeaient les plus importants pour les deux pays.

La plupart des participants de Québec ont abordé cet exercice en mettant clairement l'accent sur les demandeurs d'asile. Les participants d'autres endroits ont choisi un plus large éventail de priorités clés, les questions en matière de commerce et d'environnement étant plus souvent choisies comme étant prioritaires. La sécurité à la frontière et la sécurité antiterroriste ont été classées au deuxième rang des priorités.

La plupart des participants de tous les endroits savaient que des négociations commerciales avaient lieu entre le Canada et les États-Unis et croyaient que les négociations avaient été déclenchées par l'insatisfaction du président américain à l'égard des modalités de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le processus de négociation a été une source de préoccupation pour la plupart en raison du ton utilisé par l'administration américaine, bien que la plupart des participants ne se soient pas sentis très inquiets à cette étape du processus. La plupart des participants étaient d'avis que l'approche adoptée par le gouvernement du Canada dans le cadre des négociations de l'ALENA était bonne. Ils croyaient qu'une approche prudente et mesurée qui ne faisait pas les manchettes était probablement une bonne façon d'aller de l'avant.

Les demandeurs d'asile (à Québec et à Brampton)

La question des demandeurs d'asile qui traversent la frontière canado-américaine était au premier plan des préoccupations de presque tous les participants de Québec et de Brampton. Les participants de

Québec ont spontanément ajouté que cette question avait attiré tellement d'attention dans la presse et sur les médias sociaux que n'entendre parler que de ça. La question des demandeurs d'asile était considérée comme une question importante, voire urgente, dans tous les groupes de Québec et de Brampton.

Un élément positif soulevé par de nombreuses personnes lorsqu'on leur a demandé comment le gouvernement du Canada gérait la situation, c'est qu'il semblait accueillant et traiter les demandeurs d'asile avec respect et dignité. Néanmoins, les participants de Québec et de Brampton ont exprimé principalement des points de vue négatifs sur la façon dont le gouvernement du Canada a traité l'arrivée des demandeurs d'asile à la frontière. Les impressions négatives découlaient en grande partie d'un manque de connaissance et de compréhension du rôle joué par le gouvernement et des politiques en place pour faire face à la situation.

Les changements climatiques (à Québec et à Brampton)

Les participants de Québec et de Brampton ont exprimé des points de vue différents sur ce qui pourrait être fait localement pour améliorer les niveaux actuels d'émissions de gaz à effet de serre. Les participants de Brampton étaient plus portés à souligner l'importance de réduire au minimum l'incidence de l'utilisation d'une voiture personnelle en investissant dans de meilleurs transports en commun, en offrant plus d'emplois locaux qui n'exigeaient pas de déplacement, en imposant des règles plus strictes contre les moteurs tournant au ralenti et en investissant davantage dans les sources d'énergie verte. À Québec, la discussion portait surtout sur la nécessité d'augmenter la proportion de voitures électriques sur les routes, et certains parlaient aussi d'améliorer le transport en commun.

Les points de vue sur l'imposition d'une tarification sur le carbone étaient partagés. La plupart des participants ont reconnu que des politiques de lutte contre les changements climatiques par une réduction des émissions de gaz à effet de serre étaient nécessaires, mais les opinions étaient partagées quant à la façon dont elles seraient mises en œuvre et à leur efficacité. Il s'est avéré difficile pour beaucoup de gens de comprendre comment le gouvernement pouvait imposer une tarification sur le carbone parce que, instinctivement, le carbone n'était pas considéré comme un bien tangible qui pouvait être mesuré, mis à part l'augmentation du prix à la pompe.

Les problèmes locaux (à Nanaimo et à Brampton)

Lorsqu'on a demandé aux participants de Nanaimo et de Brampton s'ils pouvaient penser à des mesures prises par le gouvernement du Canada qui ont eu un effet positif sur la collectivité locale, les participants de Nanaimo ont mentionné l'instauration de l'Allocation canadienne pour enfants et la légalisation du cannabis. À Brampton, les participants ont mentionné les avantages découlant d'un investissement accru dans les programmes d'apprentissage et les projets d'infrastructure locaux, en commençant par le transport en commun.

Un document présentant une liste de préoccupations possibles pour leur collectivité a été remis aux participants afin qu'ils puissent choisir jusqu'à trois préoccupations qu'ils jugeaient particulièrement importantes pour leur collectivité. Bien que quelques problèmes aient surgi dans les deux villes, notamment le vieillissement de la population, l'abordabilité des services de garde et la sécurité de la retraite, les plus pressants dans chaque ville étaient différents. La disponibilité des emplois a été soulevée comme étant une priorité pour de nombreux habitants de Brampton, tandis que ceux de Nanaimo ont soulevé de vives préoccupations au sujet de la dépendance aux opioïdes et des surdoses. Les participants des deux villes, mais plus particulièrement de Nanaimo, considéraient également le coût du logement comme une préoccupation majeure pour leur collectivité.

Les politiques touchant les aînés (à Québec seulement)

Les aînés de Québec ont effectué un exercice écrit afin de déterminer les mesures prises par le gouvernement du Canada qui, à leur avis, étaient ou seraient les plus avantageuses pour les aînés de leur collectivité. Les mesures choisies étaient principalement liées au revenu des aînés, que les participants jugeaient trop bas pour leur permettre de vivre décemment. Selon eux, la mesure la plus importante était l'instauration d'un crédit d'impôt pour les aidants naturels, suivi de près par l'instauration du Supplément de revenu garanti (SRG) pour les aînés à faible revenu. Du côté négatif, beaucoup ont affirmé que la proposition de légaliser le cannabis et l'augmentation des niveaux d'immigration étaient des décisions qui pourraient nuire aux aînés de leur collectivité.

Le port Churchill et l'Accord sur la santé (à Winnipeg seulement)

La plupart des participants de Winnipeg avaient entendu parler du port de Churchill, et certains avaient fait remarquer que le port avait été récemment vendu à Omnitrax et qu'il avait été fermé depuis. La plupart des participants étaient d'avis que le port était important pour l'ensemble de la province, principalement en raison de son impact économique sur l'économie locale.

On a aussi demandé aux participants de Winnipeg s'ils connaissaient les accords sur la santé signés par les gouvernements fédéral et provincial. La plupart d'entre eux étaient au courant et savaient que le Manitoba n'avait pas encore signé cet accord. Certains étaient d'avis que le gouvernement du Manitoba attendait un accord qui apporterait des avantages plus importants à la province, tandis que d'autres étaient préoccupés par le manque perçu de services de santé dans la province et estimaient qu'il serait important que le gouvernement du Manitoba signe l'accord.

Les politiques touchant les parents (à Winnipeg seulement)

La plupart des parents de Winnipeg étaient d'accord pour dire que la garde des enfants était la dépense la plus stressante pour l'ensemble des parents, le coût des frais de scolarité arrivant juste après. Les autres dépenses examinées étaient le coût de la nourriture, les activités pour les enfants et les soins aux enfants ayant des besoins spéciaux. On a remis aux participants une liste des mesures prises par le

gouvernement du Canada au cours de la dernière année et on leur a demandé de choisir les mesures qui, selon eux, pourraient avoir l'effet le plus positif sur eux-mêmes et leur famille. De nombreuses mesures liées aux frais d'éducation et de garde d'enfants ont été choisies comme étant les plus importantes. L'une des mesures jugées les plus importantes par un certain nombre de participants était l'amélioration du Programme canadien de prêts aux étudiants. Selon les participants, l'instauration de l'Allocation canadienne pour enfants est une autre mesure cruciale. Le financement des autobus et des infrastructures de transport en commun de Winnipeg a également été choisi comme une mesure gouvernementale importante qui a profité aux parents.

Les personnes handicapées (à Nanaimo seulement);

Les participants de Nanaimo croyaient fermement que les Canadiens handicapés faisaient face à de nombreux défis uniques qui ne touchaient pas les personnes sans handicap. Ils ont parlé de la stigmatisation sociale qui découle souvent du fait d'être handicapé, ainsi que du manque de compréhension et de soins. Les difficultés financières associées au fait d'être handicapé ont également été soulevées comme étant un enjeu clé et ont souvent été aggravées par la difficulté de trouver un emploi permanent valorisant. Certains ont également mentionné la baisse générale de la qualité de vie et le manque de services accessibles pour les personnes handicapées.

Parmi les mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour aider les personnes handicapées, l'amélioration de l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées a été choisie comme étant la plus importante. Les participants ont jugé que c'était essentiel parce que l'emploi améliorerait grandement la qualité de vie des personnes handicapées puisqu'il favoriserait l'établissement des relations sociales, ce qui réduirait la stigmatisation et l'isolement que semblaient subir les Canadiens handicapés.

Les excuses officielles (à Winnipeg seulement)

La plupart des participants étaient d'avis que les excuses officielles du gouvernement du Canada étaient importantes. Elles ont été jugées particulièrement importantes pour ceux qui ont été directement touchés ou qui faisaient partie de collectivités qui ont été victimisées dans le passé. Les participants s'entendaient pour dire que même s'il est impossible de changer les mesures prises, les excuses peuvent aider le processus de guérison des victimes et sont un signe que le gouvernement a l'intention de corriger la situation. Pour être efficaces et sincères, les excuses doivent être accompagnées d'une forme d'assurance que les mêmes problèmes ou comportements ne réapparaîtront pas à l'avenir.

Les participants de Winnipeg étaient d'avis que les critères utilisés pour décider si le gouvernement canadien devait présenter des excuses officielles devraient inclure la question de savoir si l'incident était le résultat d'une action directe et volontaire de la part du gouvernement fédéral, et si cette action avait des effets à long terme et constituait un enjeu juridique ou moral important pour les Canadiens

Remarque sur l'interprétation des constatations

La recherche qualitative est conçue pour révéler une vaste gamme d'opinions et d'interprétations plutôt que pour mesurer le pourcentage de la population cible qui a une opinion donnée. Ces résultats ne doivent pas être utilisés pour estimer la proportion numérique ou le nombre de personnes dans la population qui ont une opinion particulière parce qu'elles ne sont pas statistiquement prévisibles.

La recherche effectuée par les groupes de discussion sur les priorités du gouvernement vise à fournir une meilleure compréhension des points de vue des participants, ce qui vient souvent compléter les résultats quantitatifs recueillis dans le cadre d'une enquête. Les discussions permettent d'approfondir des questions clés qui ne peuvent être examinées de façon aussi détaillée avec la recherche quantitative. Ce type d'information est essentiel pour le rôle du Bureau du Conseil privé.